Downloaded from: justpaste.it/1dpth

100è Congrès des maires de France cette semaine du lundi 20 au jeudi 23 novembre 2017

Var Matin publie ce matin deux pleines pages sur le 100è congrès de l'association des maires de France AMF qui se déroule cette semaine à Paris du 20 au 23 novembre.
Ce congrès se déroulera sur fond d'inquiétudes et de contestation: L'AMF estime en effet que les décisions budgétaires prises par le gouvernement concernant la gestion des budgets locaux ne respectent pas le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, fixé par l'article 72 de la Constitution. Et la liste des griefs est longue, comme l'ont rappelé hier les dirigeants de l'AMF : 13 milliards d'économies supplémentaires imposées aux collectivités, baisse du nombre des contrats aidés, suppression de la taxe d'habitation, bouleversement du financement du logement social… Pour leur 100e Congrès, les maires attendent donc « *de l'Etat qu'il clarifie ses intentions* » sur toutes ces mesures. En savoir plus par ce lien.

Je reproduis ici les réflexions de 8 maires du Var que Nice Matin a recueillis.

Ils sont significatifs de l'éternel débat français entre girondins et jacobins, sur la décentralisation, sur les impôts; les dépenses publiques, la dette etc... Macron a balayé tous les partis politiques pour être en marche; mais les problèmes de la France sont toujours les mêmes et font successivement l'actualité - Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron; code du travail, sécurité sociale, chômage massif d'une partie sélective de la population, hier les banlieues aujourd'hui les collectivités locales etc. etc. sans oublier bien sûr immigration, islamisme, terrorisme les nouvelles peurs aujourd'hui.

Les dépenses publiques sont les revenus - et/ou les actifs financiers - des uns et des autres soit sous forme de services communs "gratuits" (éducation, santé, sécurité, équipements publiques et grandes infrastructures) soit sous la forme de revenus qui in fine se retrouvent dans les comptes en banque des ménages. Ces dépenses correspondent à des prélèvements équivalents sur l'économie. Les 3 secteurs de l'état sont l'état central ou régalien, les collectivités locales et la sécurité sociale. Chaque secteur prélève sa part sur l'économie selon les lois et les modalités de la fiscalité globale telles que fixées par les institutions et votés démocratiquement. C'est donc de la distribution de ces prélèvements qu'il s'agit. Toute diminution des dépenses publiques correspond à un accroissement de charge pour le secteur privé; c'est un système de vases communicants. Car soit le secteur privé compense soit c'est la récession avec austérité et chômage persistant. Voir mon étude sur la monnaie.

Je suis pantois à lire les propos de Lional Lucas pour les "économies énormes" qu'il cite en externalisant des festivités. Où allait l'agent quand la commune organisait? et quand c'est externalisé, comment le prestataire s'en sort? Un service moindre? Le même service et la gabegie avant?

Voir aussi cette intéressante vidéo de Michel Latz à propos de sa candidature à la présidence de la Provence verte une autre tentative de fusion, cette fois de communautés de communes en une vaste communauté d'agglomération.
[video]https://youtu.be/xWIM8xXgil0[/video]